

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi après-midi, 4 septembre 2017

Direction de l'instruction publique

**16 2017.RRGR.335 Motion 117-2017 Vanoni (Zollikofen, Les Verts)
Renforcer le statut de la médecine complémentaire à l'Université de Berne – aussi une
mesure d'accompagnement pour développer les places d'étude en médecine et en
pharmacie
Motion ayant valeur de directive**

N° de l'intervention: 117-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 02.06.2017
Déposée par: Vanoni (Zollikofen, Les Verts) (porte-parole)
Zryd (Magglingen, PS)
Gerber (Detligen, UDC)
Cosignataires: 17
Urgence accordée: Oui 08.06.2017
N° d'ACE: 808/2017 du 16 août 2017
Direction: Direction de l'instruction publique

**Renforcer le statut de la médecine complémentaire à l'Université de Berne – aussi une me-
sure d'accompagnement pour développer les places d'étude en médecine et en pharmacie**

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que la médecine complémentaire à l'Université de Berne bénéficie de l'attention qui lui revient du fait de la Constitution et de la demande des patients et des patientes, au moyen d'un mandat de prestations ou d'autres mesures appropriées, et plus particulièrement:

1. en élargissant le mandat d'enseignement et de recherche de l'Institut de médecine complémentaires (Institut für Komplementärmedizin, IKOM) par le domaine de la phytothérapie;
2. en augmentant les capacités en personnel de l'IKOM conformément à la hausse (en cours et à venir) du nombre de places d'étude en médecine et en pharmacie;
3. en intégrant davantage la médecine complémentaire dans la formation de base des professions médicales, en particulier par l'application cohérente du nouveau catalogue des objectifs de formation PROFILES de la commission des facultés médicales des hautes écoles suisses.

Développement:

Depuis 1993, la Constitution bernoise oblige les autorités cantonales à encourager les «médecines douces». Sous la pression d'une initiative populaire, l'Instance collégiale de médecine complémentaire (Kollegiale Instanz für Komplementärmedizin, KIKOM) a été créée en 1995. Bien qu'il s'agisse là d'un acte pionnier par rapport à d'autres universités, l'instance n'a été pourvue que de façon minimale: quatre domaines reconnus de la médecine complémentaire (la médecine anthroposophique, l'homéopathie, la thérapie neurale et la médecine traditionnelle chinoise/acupuncture) devaient se partager une seule «chaire», chaque domaine étant représenté par un enseignant à 25 pour cent. Depuis près de vingt-cinq ans, rien n'a changé ou presque dans la dotation très serrée de la médecine complémentaire à l'Université de Berne hormis le changement de dénomination de la KIKOM, qui est désormais un institut (abrégié IKOM) et son agrandissement au moyen d'un professorat.

Cette stagnation dans l'encouragement des médecines complémentaires est en contradiction avec l'évolution au niveau fédéral et l'augmentation du nombre de places d'études à la faculté de médecine de l'Université de Berne. Le peuple et les cantons ont approuvé un article constitutionnel, qui engage la Confédération et les cantons à prendre en considération la médecine complémentaire.

L'objet soumis à la votation, qui a été clairement approuvé à 67 pour cent dans le canton de Berne, s'intitulait «Pour la prise en compte des médecines complémentaires».

Depuis, la volonté populaire et le mandat constitutionnel ont été pris en compte plusieurs fois de différentes manières sur le plan fédéral: en 2015 par exemple, on a révisé la loi fédérale sur les professions médicales universitaires (LPMéd). Elle exige désormais la transmission de «connaissances appropriées sur les méthodes et les démarches thérapeutiques de la médecine complémentaire» à tous les étudiants en médecine humaine, dentaire et vétérinaire et en pharmacie. La Commission interfacultés médicales suisse (CIMS) a élaboré un nouveau catalogue des objectifs de formation appelé PROFILES¹ qu'elle a adopté le 15 mars 2017 pour mettre en pratique cette prescription légale dans chaque université et lors des examens fédéraux. Le catalogue donne explicitement et implicitement plus de poids à la médecine complémentaire dans la formation, en se basant désormais sur une approche intégrative, centrée sur le patient, qui repose sur les compétences. Pour achever la mise en œuvre du mandat constitutionnel au niveau de l'assurance maladie, l'admission définitive des quatre domaines de la médecine complémentaire dans le catalogue des prestations de l'assurance de base à l'échelle nationale est imminente.

Or, l'un de ces quatre domaines, la phytothérapie, n'est pas représenté à l'Université de Berne et au sein de l'IKOM (surtout pour des raisons historiques, car lors de l'institution de la médecine complémentaire à l'Université de Berne, une chaire pour la naturopathie, fortement axée sur la phytothérapie, était en cours de création à Zurich). En raison de l'évolution décrite au niveau fédéral, l'élargissement de l'IKOM par l'inclusion du domaine de la phytothérapie est en fait impératif en raison de l'évolution décrite au niveau fédéral. Le point 1 de cette motion est donc déjà suffisamment fondé.

Une dotation en personnel et en moyens supplémentaires de l'IKOM est aussi nécessaire de manière générale (motivation du point 2) afin qu'il puisse accueillir les étudiants en nombre suffisant, et rattraper son retard à cet égard. En lieu et place des 125 places d'études par année en médecine humaine à l'Université de Berne (comme c'était encore le cas en 2007), il y en a aujourd'hui 220 et il devrait y en avoir 320 à partir de 2018: cela représente une augmentation de 256 pour cent en l'espace de douze ans!

A cela s'ajoute le rétablissement prévu des études en pharmacie: dans les années 1990, on avait commencé à fermer les études en pharmacie à Berne, en limitant d'abord le programme aux deux premières années d'études (la dernière année étant à effectuer dans une haute école différente, à savoir à Bâle ou à Zurich). A présent, l'Université prévoit de rouvrir la troisième année d'étude du bachelor à Berne et par la suite, de former à nouveau 50 étudiants de master en pharmacie.

Il est donc évident que l'IKOM doit pouvoir engager plus de temps et plus de ressources en personnel pour accomplir son mandat d'enseignement. De plus, en tant qu'institut universitaire, il doit aussi remplir un mandat de recherche. L'application cohérente du nouveau catalogue national des objectifs de formation PROFILES (selon le point 3 de la présente motion) nécessite aussi que l'IKOM soit mieux dotée en personnel et en moyen financiers par les pouvoirs publics (et non plus financé uniquement avec des fonds de fondations privées).

Le renforcement du statut de la médecine complémentaire à l'Université de Berne visé par cette motion contribue aussi activement aux efforts pour mieux répondre à la demande croissante de prestations en médecine complémentaire des patientes et des patients. Il permet aussi d'optimiser la prise en charge médicale de base par des médecins généralistes et des pharmaciens, qui ont besoin de connaissances en médecine complémentaire en raison de la forte demande.

Le renforcement du statut de la médecine complémentaire dans la formation des médecins soutient aussi les efforts effectués pour contrer la pénurie de médecins généralistes. Ceci est dans le prolongement de la motion urgente 046-2017 lancée par tous les groupes parlementaires, qui vise à ce que les 100 places d'étude supplémentaires prévues pour 2018 servent majoritairement à former des médecins généralistes (et non pas des spécialistes «chers»). En effet, une offre d'études en médecine complémentaire suffisamment dotée et intéressante sera un attrait supplémentaire pour les étudiants en médecine afin qu'ils choisissent de se former ou de se perfectionner dans la médecine de premier recours. En effet, dans cette discipline, la médecine complémentaire est aujourd'hui déjà très demandée, en plus d'être utile et économique.

¹ PROFILES : Principal Relevant Objectives and Framework for Integrated Learning and Education in Switzerland, publié par la Commission interfacultés médicales Suisse (ancienne version: SCLO – Swiss Catalog of Learning Objectives)
e3b636a4532449998c4ef127a39fa675 06.10.2017

Les médecins qui exercent la médecine complémentaire travaillent clairement à un tarif moins élevé que les médecins qui exercent la médecine générale traditionnelle. Le renforcement du statut de la médecine complémentaire souhaité promet aussi de contribuer à la maîtrise des coûts de la santé. Avec la formulation ouverte de la motion et le fait qu'elle se réfère au mandat de prestations conclu par le canton avec l'Université de Berne (ou d'autres mesures nécessaires), cette intervention respecte l'autonomie de l'Université. Dans le mandat de prestations en vigueur pour 2014-2017, le Conseil-exécutif a donné des directives assez similaires à l'Université pour assurer le respect des principes constitutionnels généraux (comme l'égalité ou le développement durable) ou de règles moins importantes (comme le développement de nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage ou la réalisation de logements pour les étudiants et les professeurs invités). En raison du retard identifié, rien ne devrait empêcher de qualifier enfin le mandat constitutionnel fédéral et cantonal de renforcement du statut de la médecine complémentaire d'objectif prioritaire dans le mandat de prestations confié par le Conseil-exécutif à l'Université.

Motivation de l'urgence: Le mandat de prestations en vigueur confié à l'Université, fixé le 6 novembre 2013, arrive à son terme à la fin de l'année 2017. Afin que les revendications des motionnaires puissent encore être examinées avant la prise de position pour un nouveau mandat de prestations, l'urgence est demandée. La motion n'a pas pu être formulée plus tôt, car certaines conditions essentielles (comme le nouveau catalogue des objectifs de formation PROFILES du 15 mars 2017 ou la décision du Conseil fédéral de prendre en compte la médecine complémentaire dans l'assurance de base) n'avaient pu être anticipées.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le Conseil-exécutif est en effet compétent pour le mandat de prestations confié à l'Université de Berne. Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Le gouvernement tient à renforcer le site médical du canton de Berne dans son ensemble, c'est pourquoi une grande importance est notamment accordée à la formation dans le domaine de la médecine. Le nouveau mandat de prestations 2018-2021 soumis à l'Université par le Conseil-exécutif prévoit de faire du domaine de la médecine un point cardinal. La médecine complémentaire est aujourd'hui une composante importante des études de médecine et cela ne changera pas.

Même si la médecine complémentaire ne devait pas être mentionnée explicitement dans le nouveau mandat de prestations, elle devrait tout de même profiter du renforcement de la faculté de médecine de l'Université de Berne grâce aux synergies qui seraient créées.

De manière générale, le Conseil-exécutif fait preuve de retenue concernant les demandes d'ajout de domaines de spécialisation aux cursus de l'Université comme celle des motionnaires portant sur le domaine de la «phytothérapie» (soin par les plantes). Conformément à la loi du 5 septembre 1996 sur l'Université (LUni; RSB 436.11), le Conseil-exécutif arrête la création et la suppression de facultés, alors que l'Université règle son organisation dans ses statuts et dans ses règlements (art. 33, al. 3 LUni). Il revient donc principalement à l'Université de Berne de décider, dans le cadre de son mandat général qui est de proposer des études de médecine aussi bonnes et variées que possible, si et dans quelle mesure elle souhaite proposer des cours de phytothérapie.

L'encouragement des médecines naturelles est inscrit dans la constitution bernoise et revêt une grande importance pour le Conseil-exécutif. L'Université de Berne a déjà pris des mesures en ce sens, notamment en créant différentes chaires dans le domaine des médecines complémentaires. Contrairement aux motionnaires, le Conseil-exécutif ne constate pas de stagnation dans l'encouragement des médecines complémentaires. On peut toutefois se demander s'il ne serait pas possible de renforcer la médecine complémentaire en mettant sur pied le domaine de la phytothérapie, pour l'instant inexistant dans le canton de Berne.

La dotation en personnel et en moyens financiers supplémentaires de l'IKOM relève toutefois de l'organisation interne de l'Université. Chaque année, au terme d'une procédure structurée, l'Université répartit les ressources en personnel et en équipements selon les besoins réels des différentes facultés et instituts. La Faculté de médecine reçoit en moyenne plus de ressources en personnel et en équipement que les autres facultés. Un soutien supplémentaire pour les médecines complémentaires ne devrait donc en aucun cas être accordé au détriment des autres facultés.

Au vu de ces réflexions, le Conseil-exécutif considère que son mandat de prestations avec l'Université de Berne n'est pas le bon endroit pour prescrire un renforcement supplémentaire de la médecine complémentaire qui dépasserait les développements déjà en cours. Il rejette en particulier l'introduction de directives détaillées allant jusqu'au niveau des spécialisations (phytothérapie) dans le mandat de prestations. En raison des conditions cadres financières et politiques actuelles, le Conseil-exécutif juge également qu'il serait inopportun d'imposer à l'Université un élargissement de l'offre pour un domaine spécifique dans le mandat de prestations 2018-2021. Tenant compte des réserves exprimées précédemment, le Conseil-exécutif est toutefois prêt à vérifier si le renforcement de la médecine complémentaire peut être inclus dans les objectifs du mandat de prestations 2018-2021.

Le Conseil-exécutif apporte les réponses suivantes aux différentes demandes formulées par les motionnaires:

Point 1

La phytothérapie (soin par les plantes) est effectivement le seul des quatre domaines de la médecine complémentaire couverts par l'assurance maladie de base à ne pas être représenté à l'IKOM et ceci, comme cela a été dit dans la motion, pour des raisons principalement historiques. Le Conseil-exécutif se réjouirait de voir l'Université de Berne proposer des cours dans le domaine de la phytothérapie. Comme cela a été dit en introduction, le Conseil-exécutif estime néanmoins qu'il n'est pas approprié de fixer de manière unilatérale des domaines particuliers de spécialisation dans le mandat de prestations et qu'il est raisonnable pour l'Université, en tant qu'institution d'enseignement et de recherche, de ne proposer certaines composantes d'une discipline qu'au travers de l'attribution de mandats d'enseignement. Le Conseil-exécutif est toutefois ouvert à l'idée d'évaluer la question de la phytothérapie dans les travaux actuels sur l'élaboration dudit mandat avec l'Université de Berne. Il rejette cependant l'ajout explicite d'une prescription de contenu aussi spécifique ainsi qu'un élargissement de l'offre dans le mandat de prestations.

Point 2

L'augmentation de 100 places de formation en médecine humaine est assurée au niveau des finances et du personnel. L'aspect du personnel est garanti grâce à l'augmentation du nombre d'employés et d'employées assignés à des tâches d'enseignement dans les instituts et cliniques existants. Cela permettra à tous les domaines de spécialisation en médecine, y compris à l'institut pour la médecine complémentaire, de continuer à remplir leur mandat après l'augmentation du nombre d'étudiants et d'étudiantes, et ce sans perdre en qualité.

En ce qui concerne le développement des études de pharmacie prévu, les contenus du cursus ne sont pour l'instant définis que dans les grandes lignes. La phytothérapie a des liens potentiels avec des disciplines spécifiques de ce cursus. C'est pourquoi le Conseil-exécutif souhaiterait que la question de l'intégration de la phytothérapie dans les études de pharmacie soit examinée de manière approfondie dans la suite du processus. Toutefois, dans l'accomplissement de son mandat de prestations, l'Université gère son organisation interne et l'attribution de ses ressources de manière autonome. Le Conseil-exécutif rejette donc l'inscription d'une prescription à ce sujet dans le mandat de prestations.

Point 3

La formation universitaire comprend les domaines prévus par la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les professions médicales universitaires (LPMéd; RS 811.11) pour obtenir un diplôme fédéral en médecine. Des connaissances basiques de la médecine complémentaire sont incluses et évidemment transmises dans le curriculum de la Faculté de médecine. Pour la médecine de famille, la question se pose différemment. En effet, les étudiants et étudiantes formés en médecine générale se spécialisent après leur diplôme généraliste. Leurs opinions et expériences personnelles ainsi que les conditions cadre sont donc décisives pour leur choix de spécialisation. Si ces conditions étaient améliorées pour les médecins de famille, ce domaine médical pourrait gagner en attractivité. Des connaissances et des premières expériences sont transmises dans le cadre de la formation, mais cela ne permet pas d'avoir une influence directe sur la spécialisation des médecins après la fin de leurs études de médecine.

Selon les motionnaires, la commission des facultés médicales des hautes écoles suisses a créé un nouveau catalogue des objectifs de formation du nom de PROFILES. Ce catalogue établit des bases pour évaluer correctement les patients et patientes en vue de futures mesures médicales. Il sera mis en place de manière cohérente dans la Faculté bernoise comme dans toutes les facultés de médecine suisses. Bien que son approche soit effectivement intégrative, basée sur les compétences et plaçant l'accent sur les patients et patientes, le catalogue ne prend toutefois pas explici-

tement parti pour un type de thérapie plutôt qu'un autre. Ce catalogue des objectifs de formation ne peut pas non plus être intégré directement et de manière ciblée dans tels ou tels contenus du cursus d'études. L'Université ayant déjà prévu de mettre en œuvre les objectifs de formation du catalogue PROFILES et cette question de contenu relevant, dans le cadre de son autonomie, de la compétence de la haute école, le Conseil-exécutif rejette l'ajout d'une prescription expresse dans le mandat de prestations.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: rejet

Chiffre 3: rejet

La présidente. Bevor wir mit der Beratung von Traktandum 16 beginnen, möchte ich die Gäste auf der Tribüne begrüßen. Es handelt sich um das Frauenforum Spiez. Es freut mich, dort oben so viele bekannte Gesichter zu sehen. Herzlich willkommen! (*Applaudissements*)

Bei Traktandum 16 handelt es sich um eine Richtlinienmotion. Wir führen demnach eine reduzierte Debatte. Der Motionär Herr Grossrat Vanoni hat das Wort.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Im Jahr 1995 hat der Kanton Bern als Pioniertat eine Kollegiale Instanz für Komplementärmedizin an der Universität Bern eingerichtet. Dies eigentlich getreu dem Auftrag der Kantonsverfassung, welche die Förderung von natürlichen Heilmethoden verlangt. 14 Jahre später, 2009, haben Volk und Stände – auch das Berner Volk – eine Verfassungsbestimmung in die Bundesverfassung aufgenommen. Sie gibt dem Bund und den Kantonen den Auftrag, die Komplementärmedizin zu berücksichtigen in verschiedensten Tätigkeiten. Auf Bundesebene ist seither einiges geschehen. Zuletzt hat der Bundesrat diesen Sommer vier ärztliche Richtungen der Komplementärmedizin in die Grundversicherung der Krankenkassen aufgenommen. Im Kanton Bern ist in den letzten Jahren zwar aus dieser Instanz für Komplementärmedizin ein Institut entstanden. Das wurde jedoch vorwiegend durch Drittmittel möglich. In diesem Institut müssen sich die vier Fachrichtungen immer noch je ein Viertel einer Dozentenstelle teilen. Parallel dazu gab es einen Ausbau der Medizinischen Fakultät, der noch immer im Gange ist. Die Grösse der Medizinischen Fakultät soll von 125 Studienplätzen auf 320 Studienplätze ausgebaut werden. Damit man all diesen angehenden Medizinerinnen die Grundlagen der Komplementärmedizin vermitteln kann, braucht es ohne Zweifel auch eine Aufstockung und eine Stärkung des Instituts für Komplementärmedizin. Das ist das Grundanliegen dieses Vorstosses. Ich habe mich darüber gefreut, dass der Regierungsrat diesen Anliegen eigentlich Rechnung trägt. Er will sie nur nicht in den Leistungsauftrag der Universität hineinschreiben. Aber das verlangt der Vorstoss gar nicht zwingend. Er verlangt, dass entweder im Leistungsauftrag oder durch andere geeignete Massnahmen der Forderung dieser Motion Nachachtung verliehen wird. Ich bitte Sie um Unterstützung, um ein politisches Zeichen in diese Richtung.

La présidente. Möchten sich die Mitmotionärinnen noch äussern? – Frau Grossrätin Zryd wünscht das Wort.

Andrea Zryd, Macolin (PS). Sie wundern sich vielleicht etwas, warum ich hier als Mitmotionärin auftrete. Ich habe es auch in der Fraktion schon erzählt: Wenn ich nämlich eine Entzündung habe, nehme ich lieber Voltaren als Amika-«Chügeli», denn dafür habe ich zu wenig Geduld. Aber ganz viele andere würden das eben anders machen. Deshalb bin ich eine Verfechterin der Komplementärmedizin. Der Bund hat seine Aufgaben wahrgenommen und die Kantone in die Pflicht genommen. Aber leider, leider – das hat mein Vorredner bereits angetönt – verhält sich der Kanton Bern wie Valium. Er musste seine Pionierstellung aufgeben und wir hinken hinterher. Deshalb denke ich, es wäre gut, wenn der Regierungsrat, bzw. wir hier als Parlament etwas Druck machten. Wir müssen die Universität dazu verpflichten, dass sie im Rahmen der Komplementärmedizin vorwärts macht und unsere angehenden Medizinerinnen und Mediziner entsprechend ausbildet. Ich bitte um Annahme der Motion.

La présidente. Die Fraktionssprecherinnen und -sprecher haben das Wort.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich nehme es vorweg: Wir lehnen den Vorstoss ab, wie uns dies der Regierungsrat beantragt. Wir haben grundsätzlich ein gewisses Verständnis dafür, dass es Kreise gibt, die mit Nachdruck eine Förderung der Komplementärmedizin im Kanton Bern auch in der Ausbildung provozieren möchten. Wir gehen aber davon aus, dass wir hier in einen Bereich hineinreden, in dem schlussendlich die Universität selber entscheiden können muss. Denn sie ist dafür zuständig, allfällige Prioritäten zu setzen. Die Insel muss auch selber entscheiden können, denn auch sie ist zuständig dafür, hier allfällige Prioritäten zu setzen. Wir alle sollten deshalb hier dem Regierungsrat nicht ins Geschäft hineinreden. Betrachten wir den Vorstoss, so sehen wir, dass er schlussendlich auch finanzielle Auswirkungen hat. In Punkt eins haben wir die Forderung nach einer Erweiterung des Forschungsauftrags. Punkt zwei fordert eine Erhöhung der personellen Kapazitäten und Punkt drei einen verstärkten Einbezug der Komplementärmedizin. Dies alles hat finanzielle Konsequenzen, und Sie wissen, wie es um den Kanton und seine Finanzen steht. Die Motionäre werden zu Recht sagen, man könne ja im Leistungsvertrag andere Prioritäten setzen. Aber auch dann hat es Konsequenzen. Das heisst nämlich, dass man in den Leistungsverträgen in anderen Bereichen herunterfahren muss, damit man bei der Komplementärmedizin erhöhen kann. Wir möchten seitens der BDP jedoch nicht aktiv in dieses Konstrukt eingreifen. Deshalb empfehlen wir Ihnen, den Vorstoss abzulehnen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp ist grundsätzlich eigentlich dafür, hier nicht in die Autonomie der Universität einzugreifen. Wir sollten nicht anfangen, plötzlich an Dingen zu «schrüble», von denen wir wohl nicht so viel verstehen wie die Spezialisten und Professoren an der Universität. Deshalb lehnen wir die Motion auch ab. Aber ich möchte nun noch kurz auf ein, zwei Details dieser Motion eingehen. In Punkt eins möchte man die Phytotherapie stärken. Dies – wie Samuel Leuenberger ausgeführt hat – auf Kosten von anderen Optionen. Ich glaube, wir müssen den komplementärmedizinischen Tunnelblick sicher nicht noch stärken, denn die Medizin tickt anderswo. Ich finde es daher schwierig, wenn nicht gar bereits gefährlich, wenn man hier einfach langsam nur noch den Tunnelblick Komplementärmedizin und im speziellen Phytotherapie hat. Dies zu Punkt eins.

Eine höhere Dotierung von Professoren für das Institut für Komplementärmedizin auf Kosten anderer Spezialgebieten wird gefordert. Auch dies ist eine solitäre Aufstockung, und es ist nicht an uns, der Universität hier Richtlinien zu geben. Ich glaube, das müssen wir ihr überlassen. Sie muss sich auf dem Markt ausrichten und auch dafür Verantwortung übernehmen, dass die Mediziner eine gute Grundausbildung erhalten.

Zum dritten Punkt, eben zur Grundausbildung. Ich als Medizinerin hatte das grösste und breiteste Wissen, als ich das Staatsexamen gemacht habe. Das ist eben die Grundausbildung. Damals hatte ich nicht nur einzelne Fächer, sondern den Überblick über alles. Deshalb auch hier wieder: Hören Sie damit auf, wir dürfen keinen solchen Tunnelblick haben! Wir lehnen die Motion in allen Teilen ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP-Fraktion wird Punkt 1 der Motion zustimmen. Dass bisher an der Universität Bern die Phytotherapie im Medizinstudium und in der Forschung nicht vorkommt, erachten wir als Mangel. Wir alle greifen gerne auf pflanzliche Heilmittel zurück. Für uns gibt es nicht nur Chemie und Schulmedizin, sondern auch viele Pflanzen, Wurzeln, Blüten usw., die zur Heilung beitragen können. Wir sind überzeugt, die Phytotherapie sei in vielen Fällen schonender und günstiger als ein herkömmliches Medikament. Das heisst aber nicht, dass man die Heilmittel aus der Natur, die uns der Schöpfer zur Verfügung stellt, nicht auch erforscht und die Studierenden nicht in ihrem Studium auch darüber lernen sollen. Es kann nicht sein, dass ein Wissen als Alternative zur normalen Medizin nur vom «Chrütterfroueli» oder von Naturheilern empfohlen und weitergegeben wird. Wir sind auch nicht der Meinung, man dürfe der Universität keine Hinweise zu ihren Lehrinhalten geben und wir würden damit irgendwelche Grenzen überschreiten. Hingegen lehnen wir die Punkte zwei und drei grossmehrheitlich ab, weil wir nicht alle Methoden der Komplementärmedizin befürworten. Wir können deshalb einem Ausbau des IKOM nicht telquel zustimmen.

Christian Bachmann, Nidau (PS). Als Sprecher der SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte ich hier nicht auf den Wert der Komplementärmedizin, auf die Kostenminderung bei den Gesundheitskosten und anderes eingehen. Dazu steht einiges in der Begründung der Motion. Sie ist sehr ausführlich und stichhaltig begründet, und die Regierung stimmt in verschiedenen Punkten mit den Motionären überein.

Zwei Hauptpunkte leiten die Regierung bei der Begründung für ihre Ablehnung. Nämlich erstens, es darf nicht mehr kosten, und zweitens, die Universität ist autonom in der Gestaltung der Studiengänge. Der erste Punkt wird im Zeitalter der Sparmassnahmen wohl von den meisten hier im Saal akzeptiert. Aber mit einer anderen Gewichtung könnte man unter Umständen eben auch Mehrkosten verhindern. Der zweite Punkt, dass die Universität in der Gestaltung der Studiengänge autonom ist, hat sicher auch seine Berechtigung. Aber wenn die Universität Bundesgesetz nicht umsetzt – und dabei denke ich an die Umsetzung des Bundesgesetzes über die universitären Medizinalberufe – dann braucht es möglicherweise halt eben Druck von politischer Seite. Das ist auch ein Hauptgrund, weshalb die SP-JUSO-PSA-Fraktion dieser Motion weitgehend zustimmen und sie unterstützen wird.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die FDP-Fraktion ist derselben Meinung wie die Regierung, nämlich dass die Motion in allen Punkten abzulehnen sei. Für uns ist die Argumentation des Regierungsrats zutreffend. Es ist nicht stufengerecht, hier in die Organisation der Universität einzugreifen. Die Universität soll ihre Personal- und Betriebsmittel nach dem tatsächlichen Bedarf jährlich zuweisen. Eine zusätzliche Förderung der Komplementärmedizin dürfte deshalb auf keinen Fall zulasten der anderen Fakultäten erfolgen. Deshalb ist der Leistungsauftrag an die Universität grundsätzlich nicht die richtige Ebene, um eine Stärkung der Komplementärmedizin vorzuschreiben. Wir sind natürlich nicht gegen die Komplementärmedizin, aber aus den genannten Gründen gegen alle drei Punkte dieses Vorstosses.

Donat Schneider, Diessbach b. Büren (UDC). Die SVP-Fraktion hat keine anderen Argumente als die Vorredner oder die Regierung. Auch wir lehnen den Vorstoss in sämtlichen Punkten ab. Dies aus zwei Gründen, die bereits von mehreren Vorrednern erwähnt wurden: einerseits aus Kompetenzgründen und andererseits aus Kostengründen. Wir teilen die Auffassung, es sei nicht an der Regierung, mittels Leistungsauftrag vorzuschreiben, welche Fachbereiche an der Universität angeboten werden müssten. Zudem haben wir das Gefühl, es wäre ein sehr schlechtes Signal des Grossen Rats, wenn wir hier kostentreibende Auflagen forcieren und der Universität mit auf den Weg geben würden. Das könnte dereinst auf uns zurückfallen, insbesondere angesichts des Sparwillens, den wir in der nächsten Session werden an den Tag legen müssen. In diesem Sinn bitte ich Sie, den Vorstoss abzulehnen. Wir werden stimmen, wie es die Regierung empfiehlt.

Katharina Baumann-Berger, Münsingen (UDF). Die Motion verlangt vom Regierungsrat, den Stellenwert der Komplementärmedizin an der Universität Bern gemäss Verfassung und Nachfrage zu stärken. Das ist klar nicht unser Hauptanliegen. Trotz kritischer Haltung gegenüber gewissen Formen der Komplementärmedizin hegen wir eine gewisse Sympathie für die Pflanzenheilkunde. Im Gegensatz zu vielen Methoden der Komplementärmedizin ist die Phytotherapie nicht mit einem quasi-religiösen Sinnsystem verknüpft. Die Phytotherapie ist als solche weltanschaulich neutral und daher auch kompatibel mit den staatlichen Gesundheitssystemen. Wenn schon Komplementärmedizin, dann würden wir es begrüssen, wenn die Phytotherapie dort auch integriert wäre. Aus diesem Grund können wir zu Punkt eins ja sagen. Die Punkte zwei und drei halten wir für zu weit gegriffen und können sie daher nicht unterstützen.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Die Komplementärmedizin leistet einen sehr grossen und wichtigen Beitrag zum Gesundheitswesen in der Schweiz. Das hat mittlerweile ja auch die Fachwelt zur Kenntnis genommen, selbst wenn das teilweise eher murrend als mit wirklichem Enthusiasmus geschehen ist. Aber nicht nur die Fachwelt, sondern auch viele Frauen und Männer in diesem Land nutzen die Komplementärmedizin. Wie wir gehört haben, verlangt das Bundesgesetz über die universitären Medizinalberufe die Vermittlung angemessener Kenntnisse über die Methoden und Therapieansätze der Komplementärmedizin. Auch werden bald vier Richtungen der Komplementärmedizin in die Leistungen der Grundversicherung aufgenommen. Das wird diesen Richtungen zusätzlichen Schub verleihen und die Nachfrage wird dadurch eine wesentliche Steigerung erfahren. Aus eigener Erfahrung kenne ich die Wirkung dieser komplementärmedizinischen Angebote sehr gut. Seit 30 Jahren gibt es in unserer Familie nur noch «Chügeli» – und wie Sie sehen, leben wir noch. (*Hilarité*) Ich möchte, dass diese Wirkung auch breiteren Bevölkerungsschichten zukommt. Dies nicht zuletzt darum, weil es auch aus finanziellen Gründen einen ganz wesentlichen Unterschied ausmacht. Wir bitten Sie deshalb, die Motion in allen Punkten zu unterstützen.

La présidente. Es konnten sich alle Fraktionen äussern. Da wir eine reduzierte Debatte führen, hat nun Herr Regierungspräsident Pulver das Wort.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Auch ich persönlich halte sehr viel von der Komplementärmedizin und habe wie Antonio Bauen gute Erfahrungen damit gemacht. Wie Sie in der Motionsantwort sehen, ist der Regierungsrat auch mit dem Grundziel, die Komplementärmedizin zu stärken, einverstanden. Und die ERZ setzt sich auch in den Gesprächen mit der Universität in diese Richtung ein. Hingegen lehnen wir klar ab, so sehr ins Detail hineinzusteuern. Sie haben hier ganz klar vor ein paar Jahren eine Stärkung der Autonomie der Hochschulen beschlossen; im Rahmen der Revision des Gesetzes über die Universität (UniG), des Gesetzes über die Berner Fachhochschule (FaG) und des Gesetzes über die deutschsprachige Pädagogische Hochschule (PHG). Es wäre aus Sicht des Regierungsrats daher völlig falsch, hier der Uni im Detail in Ziffer 1 vorzuschreiben, welches Gewicht sie einem Fachbereich bzw. einem wichtigen Teilaspekt der Komplementärmedizin, der Phytotherapie, doch bitte geben soll. Oder in Ziffer 2 zwar nicht die genaue Zahl vorzuschreiben, aber doch, dass für ein bestimmtes Institut mehr Stellenprozente eingesetzt werden sollen. Und ebenso, der Uni in Ziffer 3 vorzuschreiben, welche Lernzielkataloge sie konsequent umsetzen soll.

Wir werden der Universität langfristig schaden, wenn wir ihr in Lehre und Forschung derart ins Detail hineinsteuern. Selbst wenn wir in der Sache mit dem Anliegen einverstanden sind, dürfen doch Forschungs- und Lehrinhalte nicht von der Politik, vom Grossen Rat oder auch vom Erziehungsdirektor abhängig sein. Forscherinnen und Forscher, Professorinnen und Professoren könnten sonst den Eindruck erhalten, in ein paar Jahren könnten die Mehrheiten vielleicht wieder anders sein und ihr Gebiet könnte dann wieder «abgeschossen» werden. Wenn Sie wirklich langfristige Arbeit an der Universität ermöglichen wollen – und nur mit langfristiger Arbeit kann eine Universität wirkliche Erfolge haben –, dann darf man nicht vonseiten der Politik im Einzelfall in Forschungs- und Lehrschwerpunkte hineinsteuern. Das haben Sie einmal so beschlossen. Die Regierung und auch ich empfehlen Ihnen deshalb, nun auch beim eingeschlagenen Weg der Autonomie der Hochschulen zu bleiben und die Motion abzulehnen. Dies auch wenn sie vom Inhalt her sympathisch ist. Wir sollten nicht so sehr ins Detail hineinsteuern.

La présidente. Wünscht der Motionär nochmals das Wort? – Das ist der Fall.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Wir halten auch im Kreis der Motionäre die Autonomie der Hochschulen hoch. Es ist uns nicht darum gegangen, irgendwelche Details in den Leistungsauftrag hineinzuschreiben. Das ist klar, das ginge nicht. Es geht vielmehr um ein grundlegendes Zeichen der Stärkung der Komplementärmedizin. Dieses Zeichen ist nötig, weil die Universität seit Jahren dasjenige Zeichen, welches sie durch die Verfassung, durch den Volkswillen und auch durch die Nachfrage von vielen Leuten nicht wahrgenommen hat. Um zu zeigen, dass wir nicht in die Autonomie hineinfunkeln und Details regeln wollen, sind wir bereit, diese Richtlinienmotion in ein Postulat abzuschwächen. Dies damit Sie hier im Rat die Gelegenheit erhalten, ohne Bedenken hinsichtlich der aufgeworfenen Einwände diesem Zeichen zuzustimmen.

La présidente. Damit kommen wir zur Abstimmung. Der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt. Wir werden punktweise darüber abstimmen, weil dies in den Unterlagen so vorgesehen ist und teilweise ja auch in den Voten so behandelt wurde. Wir starten mit Ziffer eins. Wer Ziffer eins als Postulat annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 1 sous forme de postulat).

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui 66

Non 65

Abstentions 7

(Hilarité due au résultat très serré.)

La présidente. Sie haben Ziffer eins als Postulat angenommen. Wer Ziffer zwei als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat).

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 45

Non 87

Abstentions 5

La présidente. Sie haben Ziffer zwei als Postulat abgelehnt. Wir kommen noch zur dritten Ziffer. Wer Ziffer drei als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat).

Décision du Grand Conseil:

Rejet de l'adoption sous forme de postulat

Oui 48

Non 85

Abstentions 5

La présidente. Sie haben Ziffer drei als Postulat abgelehnt. Damit schliesse ich den heutigen Sitzungsnachmittag und wünsche Ihnen noch einen schönen Abend, auf Wiedersehen.

La séance est levée à 16 heures 24.

Les rédactrices:

Claudine Blum (d)

Catherine Graf Lutz (f)